



Les attentes populaires veulent s'exprimer ! L'élection présidentielle ne peut y répondre, Elle n'est pas faite pour cela !

Chaque fois que l'occasion se présente, les attentes populaires cherchent à s'exprimer. Pour une grande majorité de notre peuple, la campagne présidentielle est un moment possible. Les rassemblements de la Bastille et de Toulouse en sont l'illustration. Dépassant les prévisions les plus optimistes des organisateurs, ces manifestations ont un lien évident avec les formidables mobilisations de début 2009 et de l'automne 2010.

Exigences sociales mais aussi recherche d'un autre système institutionnel qui rétablisse la souveraineté du peuple dans les choix politiques, garantit leur mise en œuvre et permet un contrôle démocratique, telles sont les caractéristiques essentielles de ces attentes populaires. Les nombreux électeurs qui s'apprentent à s'abstenir, convaincus que l'élection ne servira à rien, participent aussi à ce mouvement.

A l'expérience, jamais une élection présidentielle n'a entraîné un changement durable de politique, surtout de l'ampleur souhaitée et souhaitable. Elle a précisément été mise en place pour empêcher cela. Pourtant, toutes les forces politiques institutionnelles qui affirment vouloir la rupture avec le système présentent un candidat et prétendent faire de cette élection une voie pour l'expression des attentes populaires.

Quelque soit l'avis de chacun, ce qui importe, c'est de bien percevoir ce qui cherche à être entendu !

Seul le travail est créateur de richesses

Ces richesses produites par les seuls travailleurs sont pour une grande part confisquées pour spéculer. Depuis plus de vingt ans, la part du travail dans le PIB a baissé de 10% au profit du capital. Ainsi s'est développée une logique financière prédatrice qui a conduit au désastre et à une gigantesque dette privée.

Reprenant dans ses comptes les produits « toxiques » (type subprimes), la BCE transfère à taux quasi nul des liquidités par milliards aux banques seules autorisées à prêter aux Etats. Ayant ainsi tout le pouvoir, celles-ci pratiquent des taux prohibitifs. La dette privée se transforme ainsi en dette publique ! Fondamentalement, c'est l'argent du travail qui sert ainsi à enrichir le parasitisme des banques. Le système financier de l'UE a été fondé pour fonctionner de cette façon. Il ne peut en aucun cas s'engager dans une autre direction... sauf à ne plus être ce pourquoi il est conçu. Le réformer est illusoire. La sortie de crise exige d'en finir avec ce système au service exclusif du capital.

La voracité du Capital tue le Travail

La recherche du profit maximum conduit le capital à tuer les emplois par milliers, à abandonner, à fermer, à casser des entreprises viables, par centaines. Souvent, ces entreprises sont à la pointe de la technologie au point que de nombreuses luttes sont menées pour trouver un repreneur. L'idée émerge d'expérimenter des coopératives de production tant la certitude de l'efficacité est légitimement ancrée dans les têtes des travailleurs concernés. Cette idée d'une possible organisation, sans actionnaires, est la hantise du capital par sa portée autogestionnaire et révolutionnaire.

Si le Travail est seul créateur de richesses, Il doit être présent en tant que tel dans les institutions !

Dans la campagne présidentielle grandit l'idée d'une refondation de nos institutions dans le creuset d'une République Sociale dont les principes ont été avancés, il y a bientôt dix ans, par des acteurs de la libération du Pays en 1944, entre autres. Rouges Vifs Île de France milite pour cette remise à plat de nos institutions, en proposant la suppression de l'élection du président de la république au suffrage universel, le scrutin proportionnel intégral à toutes les élections, le mandat impératif et révocable, la démocratie directe, le pouvoir aux salariés dans les conseils d'administration...

Chacune de ces trois idées porte en germe des exigences de transformation de la société.

Sans la prise en compte de ces éléments, aucune réelle alternative politique n'est possible. Remplacer l'équipe actuelle par une autre qui mènera une politique au sein des mêmes règles du jeu, dans le même cadre, ne peut conduire qu'à la déconvenue et à une revanche brutale des forces qu'on prétend éliminer.

Ces trois éléments, porteurs d'autres choix durables organisant la rupture avec la situation actuelle, sont les seules voies possibles pour répondre économiquement, institutionnellement et socialement aux préoccupations populaires. Pour cela, notre peuple doit reconquérir sa souveraineté politique mais aussi monétaire pour avoir les moyens d'exercer cette souveraineté.

Pour chasser la droite au pouvoir et éloigner l'hypothèse de l'extrême droite qui veut exploiter le désespoir et les désillusions, c'est le seul chemin possible à long terme.

L'idée que nous avançons depuis des années de l'urgence d'une augmentation massive et générale des salaires, du contrôle par les travailleurs de sa part socialisée, de la lutte contre la mise en concurrence des travailleurs (au niveau national comme international) a progressé au point de devenir une exigence. Elle doit grandir encore jusqu'à devenir incontournable et servir de base à la transformation de la société.

L'exaspération devant l'avalanche de mauvais coups qui s'est abattue sur le monde du travail peut conduire à un choix qui semble de moindre mal. Telle est la logique des mécanismes de l'élection présidentielle. Chacun sait au fond de lui que cela ne suffira pas et peut conduire à de graves désillusions si on en reste là.

Dans la suite des formidables mouvements de 2009 et 2010, il nous faut dès maintenant recréer, dans les entreprises et les quartiers, un rapport de force et le coordonner. En cas de défaite de Sarkozy, il nous faudra trouver les moyens de contraindre les politiques mises en œuvre à prendre en compte immédiatement les exigences de changement.

Alors que les plans d'une austérité toujours plus renforcée se succèdent partout dans l'UE, il ne fait aucun doute que notre pays est en sursis au moins jusqu'au 6 mai et ce quelque soit le vainqueur.

Ces injonctions de l'UE n'ont aucune valeur légale et politique depuis le résultat du référendum de 2005. Alors que l'euro vit probablement ses derniers mois dans sa forme actuelle, nous sommes légitimes à reprendre la maîtrise de notre destin et jeter les bases d'une véritable coopération avec tous les peuples d'Europe. Leur combat contre leurs propres gouvernements rejoint le notre et est porteur d'espoir.

Plus que jamais, lucidité sur les enjeux, sur les moyens pour y répondre et détermination à les mettre en œuvre doivent être présents dans la réflexion de celles et ceux cherchent, de celles et ceux qui luttent pour une autre société.

C'est pour aider à cela que ROUGES VIFS existe depuis 10 ans. Cela sera encore vrai dans les mois et années qui viennent.

Le 5 avril 2012